Perspectives régionales : Asie développée et de l'Est

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances pour les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail mondial. Compte tenu de la diversité de ces régions, l'objectif des synthèses n'est pas de comparer leurs résultats, mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et sur les nouvelles tendances, et en soulignant comment ces éléments sont liés aux principaux messages des *Perspectives*. Les comparaisons proposées dans le cadre des évaluations sont généralement établies en considérant le terme de la période de projection des *Perspectives* (2033) et la période de référence 2021-23.

Au cours des dernières années, les systèmes agroalimentaires mondiaux ont subi de nombreuses secousses, notamment la pandémie de COVID-19, les conséquences de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, les fluctuations de l'approvisionnement liées aux conditions météorologiques dans certaines régions, la hausse brutale des prix de l'énergie, une crise du coût de la vie et la forte inflation. Dans plusieurs régions, la flambée des prix des produits alimentaires a eu des conséquences sur le coût et l'accessibilité financière d'une alimentation saine, ainsi que sur la sécurité alimentaire. L'ampleur de ces conséquences varie d'une région à l'autre en fonction des ressources disponibles, de la structure économique et du niveau de développement et de revenu propres à chacune. Les synthèses présentées ici ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces secousses, mais reflètent les projections macroéconomiques les plus récentes, à l'heure où le monde semble retrouver la voie de la normalité. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles sur lesquelles reposent les *Perspectives* à moyen terme, en faisant l'hypothèse, en dépit des incertitudes qui subsistent, que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des carburants et des produits destinés à l'alimentation humaine et animale s'estomperont peu à peu.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges détaillées dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe qui fournit, sur la base de modèles communs, des graphiques et des tableaux décrivant les principaux aspects des projections pour la région concernée.

Contexte

Le déclin de la population chinoise et la plus faible croissance des revenus ralentiront la croissance de la demande dans la région

L'Asie développée et de l'Est[1] comprend des pays très différents, parmi lesquels la République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») et le Japon, qui sont respectivement les deuxième et troisième plus grandes économies mondiales. Ramenés au nombre d'habitants, les revenus varient de 9 298 USD en Chine à 64 182 USD en Australie. Cette région est la deuxième la plus peuplée parmi celles présentées dans ce chapitre. Elle abrite 21 % de la population mondiale, soit 1.6 milliard de personnes, dont la majorité vit en Chine. Il s'agit de la seule région dont la population devrait diminuer au cours de la prochaine décennie, principalement en raison du déclin démographique de la Chine et, dans une moindre mesure, du Japon. L'urbanisation a progressé rapidement et l'on estime que 73 % de la population vivra en milieu urbain en 2033, contre seulement 55 % en 2010. Ce phénomène d'urbanisation concerne principalement la Chine, puisque, d'après les estimations, 89 % de la population du reste de la région vivait déjà en milieu urbain en 2023. Les modèles nutritionnels de la Chine se stabilisent, mais l'urbanisation continue pourrait encore stimuler la demande de produits transformés et prêts à l'emploi.

Malgré les divers bouleversements mondiaux, la croissance des revenus dans la région s'est révélée notablement résiliente. Entre 2020 et 2023, le PIB par habitant a ainsi connu une croissance de 3 % par an, taux moyen qui intègre une contraction de 0.5 % en 2020. Si la croissance a reculé dans des pays comme le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, elle s'est maintenue en Chine à 2 % par an. La région a connu un tel rebond économique que le PIB par habitant en 2021 dépassait dans tous les pays, à l'exception du Japon, celui d'avant 2020. Les difficultés mondiales apparues ensuite, et notamment la guerre de la Russie contre l'Ukraine, la hausse des prix de l'énergie ou encore la forte poussée inflationniste et le resserrement des politiques monétaires qui a suivi, ont freiné cette dynamique, mais la croissance est restée positive. Cette tendance devrait perdurer et l'on s'attend en 2024 à un taux de croissance de 4.7 % en Chine et de 3.3 % en moyenne pour la région Asie développée et de l'Est. D'après les prévisions à moyen terme, le revenu par habitant devrait augmenter de 2.8 % par an en moyenne, progression bien plus faible qu'il y a quelques années. L'inflation a ralenti, mais les investissements restent timides, en particulier en Chine puisque le pays subit les conséquences des efforts engagés par de nombreux pays, à la suite de la pandémie, pour relocaliser et soutenir leur production nationale, et être ainsi moins dépendants des approvisionnements étrangers. La fragmentation géoéconomique et la poursuite des politiques de réduction des risques menées par les autres grandes puissances économiques pourraient affaiblir la croissance à moyen terme, ces facteurs étant en effet susceptibles de favoriser le développement de la demande en produits nationaux au détriment des importations, et donc de provoquer un ralentissement de la croissance chinoise. La conjugaison d'une croissance économique affaiblie et du déclin démographique laisse penser que la Chine pourrait à l'avenir jouer un rôle moins important dans l'évolution de la demande alimentaire mondiale.

La part de la valeur ajoutée de l'agriculture et des pêches dans l'économie globale de la région est en recul et devrait continuer à diminuer en passant d'environ 4 % aujourd'hui à 3 % en 2033. La croissance économique s'est accompagnée d'une baisse de la part des dépenses alimentaires dans le budget total des ménages. Cette part s'établit désormais à 13 %, moyenne qui masque des écarts entre les pays puisqu'elle est de 17 % en Chine et de 8 % en Australie. Bien que les récentes secousses mondiales aient eu des effets préjudiciables à la sécurité alimentaire de la région, des mesures de protection mises en place dans certains pays ont permis de les atténuer. L'inflation des produits alimentaires a été contenue à un niveau plus bas que celui des autres régions du monde, et la baisse désormais amorcée du prix des produits agricoles permet de soutenir l'amélioration de l'accessibilité financière et de la sécurité alimentaire.

La part de l'agriculture primaire et de la valeur ajoutée de la pêche dans l'économie totale de la région est tombée à environ 4 % et devrait encore baisser pour atteindre 3 % d'ici 2033. Les ressources agricoles naturelles dont dispose la région reflètent la diversité des pays qui la composent. C'est ainsi en particulier que l'abondance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande contraste avec les déficits de ressources majeurs auxquels la Chine, la Corée et le Japon sont confrontés. La région comprend donc à la fois de gros exportateurs et de gros importateurs de produits agricoles et alimentaires. La Chine, la Corée et le Japon figurent parmi les plus grands importateurs nets mondiaux de produits alimentaires. Grâce aux volumes de leurs échanges, ces pays disposent d'une influence considérable sur les marchés agricoles mondiaux et les chaînes de valeur alimentaires. À l'inverse, la Nouvelle-Zélande et l'Australie se classent parmi les dix plus gros exportateurs nets mondiaux de produits alimentaires, notamment de produits laitiers et d'origine animale. Les disparités en matière de ressources et la spécialisation des différents pays ont donné lieu à de vastes échanges intrarégionaux, dont les volumes ne cessent de s'amplifier. Ces échanges pourraient s'intensifier encore davantage à court terme pour pallier les difficultés rencontrées par l'industrie mondiale du fret maritime, les conflits aux abords de la mer Noire et de la mer Rouge entravant l'accès au canal de Suez, tout comme l'accès au canal de Panama est rendu incertain en raison du tarissement des ressources qui l'alimentent. Si l'on exclut l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les politiques interventionnistes des gouvernements des pays de la région ont une incidence déterminante sur les marchés locaux. Compte tenu de la taille des pays qui les appliquent et de leur poids dans les échanges mondiaux, toute évolution de ces politiques intérieures pourrait avoir des effets notables sur les marchés internationaux.

La région est confrontée à une multitude de défis, parmi lesquels une pénurie des ressources en eau et une forte exposition aux effets négatifs du changement climatique. Des sécheresses de plus en plus intenses se multiplient, en particulier en Australie, et cette situation va persister et même s'aggraver sous l'effet du changement climatique. En Chine, en Corée et au Japon, le manque de ressources naturelles entraîne un recours massif aux intrants, pratique contestée dans une perspective de développement durable. Des maladies telles que la peste porcine africaine et la grippe aviaire constituent actuellement les principaux risques auxquels est exposé le secteur de l'élevage. Les conséquences de ces maladies au cours des dernières années ont mis en lumière la nécessité de renforcer les mesures prophylactiques et de promouvoir la résilience des systèmes alimentaires.

Malgré ces difficultés, la valeur ajoutée de l'agriculture par unité de surface exploitée continue d'augmenter et devrait connaître une hausse de 0.6 % par an au cours de la prochaine décennie. Dans ce contexte de pénurie des ressources, la croissance durable ne sera possible qu'au prix de la poursuite des investissements en faveur de la productivité, de l'adaptation au climat et de la transition verte de la région.

Production

L'importance cruciale de la durabilité des gains de productivité

La région se classe à la première place mondiale par sa production agricole, halieutique et aquacole, ayant contribué à hauteur de près de 30 % de la production mondiale en valeur au cours de la période de référence 2021-23. D'ici à 2033, la valeur nette de la production devrait augmenter de 5.8 %, ce qui devrait se traduire par un léger recul de la part de la région dans la production mondiale. La Chine joue un rôle essentiel dans la production végétale, la production animale et la production halieutique et aquacole de la région. Le pays contribuait déjà pour près de 90 % à la valeur totale de la production au cours de la période de référence 2021-23, et le Graphique 1 montre qu'il sera également le seul moteur de la croissance au cours de la période couverte par les *Perspectives*. Alors que la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole de la Chine devrait progresser de 6.8 % d'ici à 2033, elle devrait reculer de 1 % dans le reste de la région, conséquence d'une baisse de la production au Japon et en Corée qui ne devrait pas être entièrement compensée par la hausse attendue en Australie et en Nouvelle-Zélande. Hormis la reprise du secteur de l'élevage après l'épizootie de peste porcine africaine, la croissance dans la région a

globalement ralenti sous l'effet de l'arrivée à maturité des marchés intérieurs et de l'intensification de la concurrence commerciale.

La production végétale représente environ la moitié de la valeur totale de la production agricole, halieutique et aquacole, contre 27 % pour les produits d'origine animale et 22 % pour la production halieutique et aquacole. Le secteur de la pêche et de l'aquaculture devrait connaître la croissance la plus rapide, avec une hausse de la production de près de 13 % qui porterait sa part dans la valeur totale de la production à 24 % en 2033, au détriment de la production végétale, qui ne progresserait quant à elle que de 3,4 %.

Dans le prolongement des tendances passées, la superficie totale des terres agricoles devrait diminuer de 7 Mha (moins de 1 %) au cours de la prochaine décennie. Cette évolution sera le résultat d'un recul des pâturages, qui représentent aujourd'hui plus de 80 % des terres agricoles, et d'une augmentation de l'ordre de 2 % de la surface des terres cultivées. Les projections relatives à l'utilisation des terres se fondent sur l'hypothèse que les gains de productivité joueront un rôle central dans la croissance, même si l'on s'attend à ce que ces gains augmentent moins vite que par le passé. La valeur produite par hectare de terre cultivée est déjà nettement plus élevée en Asie développée et de l'Est que dans n'importe quelle autre région du monde. Toutefois, la rareté des ressources en eau et l'usage disproportionné des engrais de synthèse suscitent de plus en plus d'inquiétudes quant à leurs effets sur l'environnement et sur la sécurité alimentaire. Par conséquent, la croissance d'ici à 2033 de la valeur par hectare grâce à l'épandage devrait être limitée et les gains de productivité devraient suivre une progression ralentie malgré une amélioration des variétés de semences et des méthodes de production. La conjugaison du panachage des cultures et de l'optimisation des procédés d'épandage devrait permettre, à consommation d'engrais égale, d'augmenter de 2 % le rendement énergétique des cultures.

Les surfaces cultivées sont essentiellement occupées par les céréales, ce qui explique la contribution significative de la région à la production mondiale de riz, de maïs et de blé. Le dynamisme du secteur de la transformation permet également à la région de détenir une part substantielle de la production mondiale de tourteau protéique et d'huile végétale, même si les oléagineux doivent être en grande partie importés. La Chine produit la quasi-totalité du maïs de la région, plus de 90 % du riz et environ 80 % du blé. Le reste du blé est principalement produit par l'Australie et celui du riz par le Japon. Compte tenu du déclin attendu de la production de riz au Japon et de blé en Australie (respectivement de 8 % et 4 %), le maïs devrait constituer le principal moteur de croissance pour la production de céréales en Asie développée et de l'Est.

La production animale représente 27 % de la production agricole, halieutique et aquacole totale, et une croissance de 5 % d'ici à 2033 suffirait à maintenir cette proportion. Conséquence de la contraction de la superficie des pâturages en Australie, en Chine, en Nouvelle-Zélande et au Japon, la croissance résulte principalement de l'intensification de la production et des gains de productivité. Plus de la moitié de la hausse de la production de viande devrait concerner la filière porcine, contre 20 % et 18 % respectivement pour les filières avicole et bovine.

Les tendances régionales en matière de production animale reflètent les tendances nationales de la Chine, qui représente plus de 80 % de la valeur totale de la production animale. Les filières porcine et avicole sont les deux principaux sous-secteurs et comptent respectivement pour 60 % et 26 % de la production totale de viande en Chine. La production de viande du pays devrait croître de 7 % d'ici à 2033, l'augmentation de la production de viande de porc constituant près des deux tiers de cette hausse. Fortement frappé par l'épizootie de peste porcine africaine en 2018, le cheptel porcin chinois a été en grande partie reconstitué et comptait plus de têtes en 2022 qu'en 2017. Cette reconstitution s'est accompagnée d'une restructuration du secteur, de nombreux petits producteurs ayant été remplacés par de grandes exploitations commerciales, dont la productivité est bien meilleure grâce au respect des règles de biosécurité et au recours à des solutions génétiques de premier ordre. En 2033, la production de viande en Chine devrait s'approcher des 60 Mt pour la filière porcine et pourrait dépasser 25 Mt pour la filière avicole et 8 Mt pour la filière bovine.

La part de l'Australie dans la production totale de viande en Asie développée et de l'Est est bien plus faible et les ressources du pays se prêtent mieux à la production de viande bovine, qui représente près de la moitié de la production nationale. L'Australie contribue ainsi à hauteur de 20 % à la production de viande bovine de la région. La hausse prévue de 15 % de la production de viande bovine australienne d'ici à 2033 devrait représenter 27 % de l'augmentation de cette production au niveau régional.

La part de l'Asie développée et de l'Est dans la production halieutique et aquacole mondiale est proche de 40 %, la Chine y contribuant pour plus de 90 %. La croissance de cette production est portée, Chine en tête, par l'aquaculture, secteur qui devrait représenter 83 % de la production halieutique et aquacole chinoise en 2033. Compte tenu du durcissement des exigences réglementaires pour favoriser le développement de pratiques durables, cette croissance devrait toutefois ralentir.

Les émissions totales de gaz à effet de serre (GES) imputables à l'agriculture devraient augmenter de 2.3 % dans la région d'ici à 2033, principalement tirées par la production végétale, dont les émissions pourraient augmenter de 5.3 % alors que celles de la production animale devraient diminuer (de moins de 0.1 %). Malgré ces hausses, la tendance à la baisse des GES par rapport à la valeur unitaire de la production agricole, halieutique et aquacole devrait se poursuivre, mais à un rythme plus lent. Les *Perspectives* de cette année présentent un scénario qui simule l'impact d'une réduction de moitié des pertes alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement et du gaspillage alimentaire au niveau de la vente au détail et des consommateurs d'ici 2030 (ODD 12.3.). Le scénario projette pour la région une réduction des émissions régionales d'origine agricole de 5.3 % par rapport au niveau de référence, et, parallèlement, un accroissement de l'apport calorique. Cela signifie que, d'ici à 2030, les émissions de GES d'origine agricole pourraient baisser de 3.9 % par rapport à leur niveau moyen de la période de référence 2021-23.

Consommation

Une plus grande stabilité nutritionnelle en Chine stimule les préférences de la demande régionale

L'Asie de l'Est a connu une nette amélioration de sa sécurité alimentaire et l'impact des bouleversements récents n'a pas été aussi fort que dans d'autres régions. Bien que la pandémie de COVID-19 ait eu des effets sur le comportement des consommateurs et les chaînes d'approvisionnement agricoles, la solidité du PIB de la Chine et les mesures de soutien des revenus mises en place dans les pays développés ont permis de limiter les risques d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire (modérée ou grave) s'est légèrement aggravée en 2020, avant de diminuer rapidement et de se stabiliser à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la pandémie, et ceci malgré le ralentissement de la croissance des revenus. Dans le même temps, la disponibilité totale en calories a augmenté de manière régulière et devrait atteindre 3 300 kcal par personne et par jour d'ici à 2033. Parmi les régions présentées dans ce chapitre, l'Asie développée et de l'Est se classe à ce titre au troisième rang, seules l'Amérique du Nord et l'Europe faisant mieux. Cela traduit des niveaux de revenu des habitants généralement élevés dans la plupart des pays de ces régions. Si l'on tient compte du gaspillage estimé des ménages, l'apport calorique total devrait toutefois s'établir à moins de 2 850 kcal par personne et par jour. D'après les estimations, le cumul du gaspillage et des pertes alimentaires dans la région se situerait 9 % sous la moyenne mondiale. Le gaspillage concerne en premier lieu les produits végétaux, en particulier les céréales qui représentent plus de la moitié des produits gaspillés, ainsi que les produits périssables tels que les fruits et les légumes frais, dont la consommation dans la région est très élevée (Graphique 2). D'après le scénario des *Perspectives* sur l'hypothèse d'une réduction de moitié du gaspillage et des pertes alimentaires d'ici à 2030, conformément aux cibles des ODD, l'apport calorique dans la région pourrait croître de 2.6 % par rapport au niveau de référence et le nombre de personnes sous-alimentées dans la région pourrait diminuer de 14 %, augmentation qui s'accompagnerait d'une baisse des émissions de GES. Cela signifie que, d'ici à 2030, l'apport calorique pourrait augmenter de 6.2 % par rapport à son niveau moyen de la période de référence 2021-23.

Seule région dont la population devrait diminuer d'ici à 2033, l'Asie développée et de l'Est se distingue par des pyramides des âges singulières, qui pourraient avoir une incidence sur l'évolution de la demande. En Corée et au Japon, le taux de dépendance liée à l'âge est déjà élevé et devrait encore augmenter (UN DESA, 2024[1]). Il est communément admis que le vieillissement de la population aura un effet d'atténuation de la croissance globale de la consommation alimentaire. En Chine, l'augmentation de la dépendance liée à l'âge s'accompagne d'une urbanisation rapide, ce qui devrait aboutir à une plus forte consommation d'aliments prêts à l'emploi, de sucres et de matières grasses, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent que par le passé. La consommation de sucre est celle qui, parmi tous les groupes d'aliments, devrait augmenter le plus. La consommation d'huile végétale, dont le niveau en valeur absolue est déjà élevé, connaît une croissance ralentie ; elle devrait être supérieure à 26 kg par habitant en 2033, et ainsi dépasser la moyenne mondiale de 65 %.

Compte tenu des niveaux de revenu et de développement généralement élevés et de la maturité des marchés dans la plupart des pays de la région, les changements dans la composition du régime alimentaire sont limités. Même en Chine, où de tels changements ont été rapides dans le passé, une croissance plus faible des revenus devrait ralentir considérablement le rythme de changement. D'ici à 2033, la hausse de la consommation par habitant de produits à base de sucre devrait s'établir à 17 %, tandis que celle de produits halieutiques et aquacoles, de produits laitiers et de viande devrait être respectivement de 13 %, 12 % et 7 %. La consommation d'aliments de base devrait, quant à elle, augmenter de moins de 0.5 %.

La disponibilité en protéines devrait également augmenter, la Chine étant le pays de la région où la croissance de cette disponibilité, de 40 % supérieure à la croissance mondiale, devrait être la plus forte, comme elle l'est d'ailleurs déjà aujourd'hui. C'est une hausse de 10 g par personne et par jour qui est attendue d'ici à 2033, et elle proviendra pour près de 42 % de produits d'origine végétale, pour 31 % de la viande et pour 17 % de produits halieutiques et aquacoles. Une hausse plus limitée est par ailleurs prévue en Corée (2.8 g par personne et par jour) et en Australie (2.9 g par personne et par an), tandis que c'est une diminution qui devrait être observée au Japon et une relative stabilité en Nouvelle-Zélande.

La région, Chine en tête, représente un peu plus du quart de la consommation mondiale d'aliments pour animaux. D'ici à 2033, l'utilisation de produits d'alimentation animale devrait augmenter de 10 % sous l'effet conjugué de la croissance de la production de viande, notamment en Chine, d'une intensification des pratiques d'alimentation animale liée à la modernisation des systèmes de production, et d'une optimisation de l'alimentation dans les élevages intensifs de porcs et de volailles. Les systèmes de production à grande échelle et à vocation purement commerciale, de plus en plus répandus en Chine, font un usage plus intensif des aliments pour animaux que les petits producteurs aux méthodes plus traditionnelles, mais les exploitations dont l'environnement est contrôlé et qui appliquent des solutions génétiques améliorées peuvent se prévaloir de taux de conversion alimentaire bien meilleurs. Malgré ces gains d'efficacité, l'intensification de l'alimentation animale s'accompagne d'une croissance de la consommation des aliments pour animaux qui devrait rester supérieure à la croissance de la production de viande en Chine au cours de la période couverte par les *Perspectives*, mais l'écart devrait se réduire de manière significative par rapport à la dernière décennie.

Le maïs et le tourteau protéique restent les ingrédients de base de la plupart des prémélanges et représentent près de 70 % des composants de l'ensemble des aliments pour animaux. Au cours de la prochaine décennie, l'utilisation dans la région de ces ingrédients dans les aliments pour animaux devrait croître de 12 % pour le maïs et de 14 % pour le tourteau protéique.

La consommation d'éthanol de la Chine représente 80 % de la consommation régionale, qui elle-même représente environ 10 % de la consommation mondiale. Alors que la production d'éthanol n'est pas suffisamment encouragée, que les stocks de ce produit sont réduits et que la demande d'aliments pour animaux augmente, le taux d'incorporation en Chine devrait passer de 1.6 % pendant la période de référence à 2.5 % en 2033, bien en deçà de l'objectif ambitieux de 10 %. Cette hausse se traduira par une

croissance de 10 % de la consommation d'éthanol entre la période de référence (2021-23) et 2033. La part de la Chine dans la consommation mondiale s'élèvera alors à 7.4 %.

Échanges

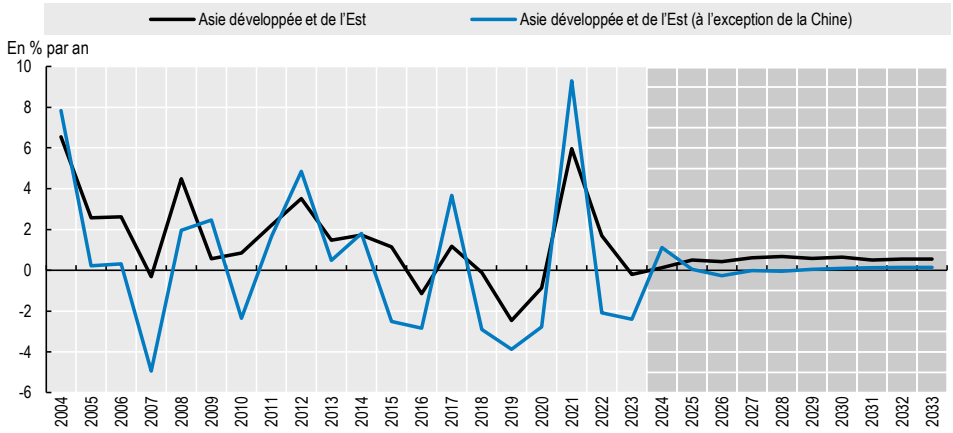
Un groupe hétéroclite d'importateurs et d'exportateurs nets

Parmi les régions présentées dans ce chapitre, l'Asie développée et de l'Est se classe deuxième des régions importatrices nettes et devrait se hisser à la première place d'ici à 2033. Le déficit continue de se creuser, mais à un rythme nettement plus lent que par le passé. Il s'explique par la présence de grands pays importateurs en Asie de l'Est, au premier rang desquels la Chine, présence qui occulte celle d'exportateurs nets dans la région Océanie. Les principaux produits importés en Asie de l'Est sont le soja, le maïs, le blé, l'orge, le sorgho, la viande et l'huile végétale. L'Océanie, quant à elle, est exportatrice nette de blé, d'orge, de colza, de produits laitiers, de viande et de sucre.

La valeur nette des importations de la région devrait augmenter de 11 % entre la période de référence (2021-23) et 2033. Cette hausse correspondra pour environ 85 % aux importations chinoises et en grande partie aux importations de maïs et de soja destinées à son industrie croissante d'aliments pour animaux. Alors que la production de viande ne cesse de se développer et de s'intensifier en Chine, les importations de maïs et de soja, principalement en provenance du Brésil et des États-Unis, devraient augmenter respectivement de 1.4 % et 0.8 % par an au cours de la période couverte par les *Perspectives*. Compte tenu de cette hausse, la Chine devrait représenter 61 % des importations mondiales de soja et 13 % des importations mondiales de maïs en 2033. Les exportations de soja des États-Unis vers la Chine pourraient, au moins à court terme, être perturbées par la réduction du trafic dans le canal de Panama en raison de la baisse du niveau de l'eau dans le contexte actuel de sécheresse. L'augmentation de la production de viande entraîne également une baisse de la dépendance vis-à-vis des pays exportateurs, ce qui devrait se traduire par un recul de 17 % des importations au cours de la décennie 2024-33. Ces tendances rendent compte à la fois des ressources dont dispose la Chine, des efforts engagés pour se rapprocher de l'autosuffisance en matière de produits carnés ainsi qu'à la politique de relance qui a fait suite à l'épizootie de peste porcine africaine et qui a conduit à l'intensification rapide de l'industrie de viande porcine et à des investissements en faveur d'un renforcement de la production avicole. La diminution des importations de viande porte donc en grande partie sur les importations de viande de porc et de viande de volaille, les importations de viande bovine devant quant à elles continuer de croître au cours des dix prochaines années, à un rythme de 1.3 % par an. L'Australie, géographiquement bien située et l'un des cinq principaux fournisseurs actuels de la Chine en viande bovine, devrait pouvoir satisfaire une large part de cette demande supplémentaire.

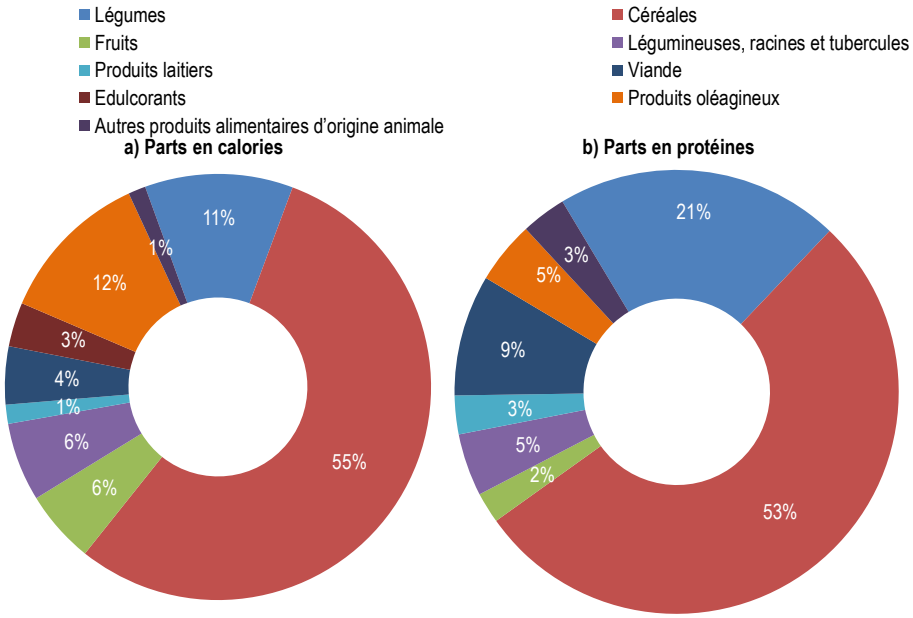
Au cours de la période couverte par les *Perspectives*, les exportations nettes de la région devraient connaître une hausse de 13 %, dont les deux tiers seront attribuables à la Chine et près d'un tiers à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande réunies. La hausse des exportations chinoises repose principalement sur les produits halieutiques et aquacoles, et celle des exportations australiennes et néo-zélandaises sur la viande, le sucre, les légumineuses et les produits laitiers. L'Océanie est une région bien connue pour ses exportations d'autres produits, mais celles-ci devraient marquer un fléchissement au cours de la prochaine décennie. Les exportations de blé australien, du fait d'une production en déclin, devraient baisser de 9 %, mais continueront de représenter 10 % des exportations mondiales de cette céréale, et l'importance du pays en tant que fournisseur est un élément à considérer dans le contexte de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Malgré sa faible superficie, la Nouvelle-Zélande représente respectivement 30 % et 23 % des exportations mondiales de viande ovine et de produits laitiers. Alors que la superficie de ses pâturages se réduit de plus en plus et devrait encore diminuer au cours de la période couverte par les *Perspectives*, les exportations de produits laitiers devraient croître de seulement 6 % et les exportations de viande ovine pourraient légèrement reculer. La part de la Nouvelle-Zélande dans les exportations mondiales devrait ainsi décroître pour ces deux catégories de produits.

Graphique 1. La Chine et son influence majeure sur la croissance de la production agricole, halieutique et aquacole dans la région de l'Asie développée et de l'Est



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Valeur de la production agricole » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux autres produits ont été obtenues par extrapolation. La valeur nette de la production repose sur les estimations des auteurs de l'utilisation de semences et aliments pour animaux autoproduits. Elles sont exprimées en USD constants de 2014-16.
Source : FAO (2024). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

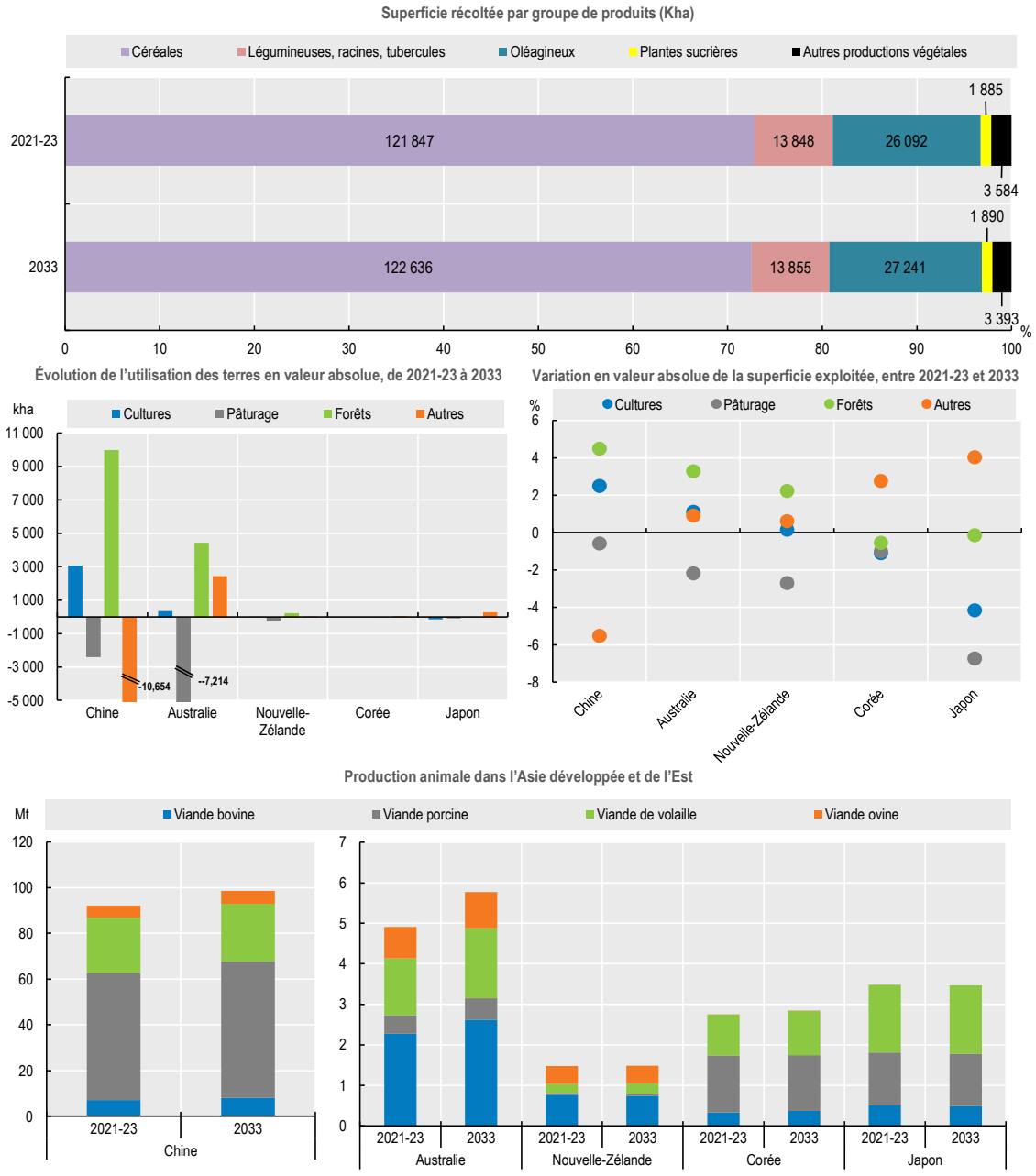
Graphique 2. Répartition du gaspillage et des pertes alimentaires dans les pays développés et en Asie de l'Est en termes de calories et de protéines, 2021-2023



Note : Autres produits alimentaires d'origine animale incluent les œufs et le poisson.
Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr.

StatLink 2 https://stat.link/e9z4nm

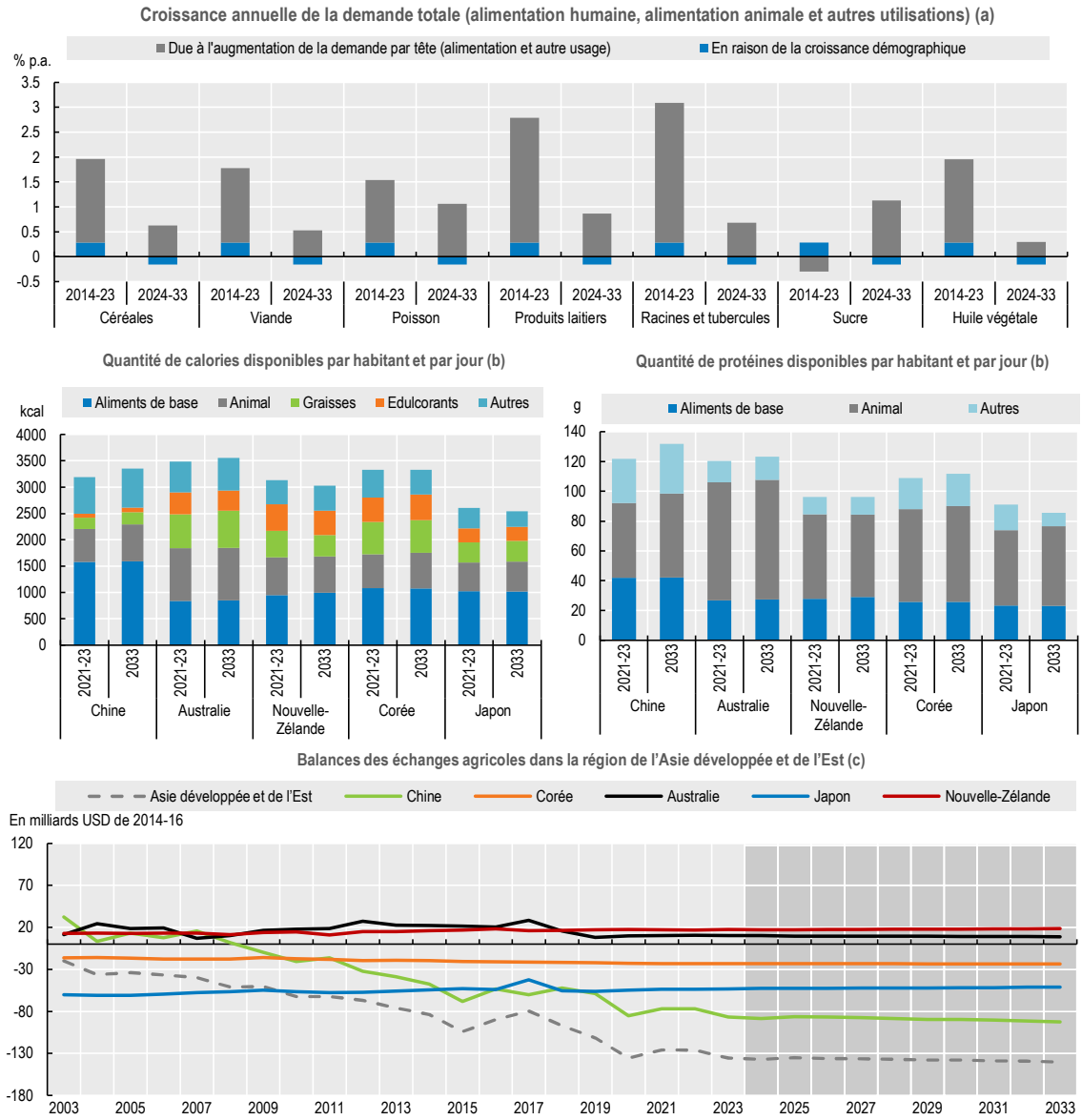
Graphique 3. Changement d'affectation des terres et production animale en Asie développée et de l'Est



Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), https://doi.org/10.1787/agr-data-fr.

StatLink 2 https://stat.link/bup1n0

Graphique 4. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région de l'Asie développée et de l'Est



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; aliments d'origine animale : œufs, produits halieutiques et aquacoles, viande et produits laitiers hors beurre ; aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines et tubercules. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2024). FAOSTAT, Valeur de la production agricole (base de données), http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink 2 https://stat.link/hl0ro3

Tableau 1. Indicateurs régionaux : Asie développée et de l'Est

	Moyenne			%	Croissance[2]	
	2011-13	2021-23 (base)	2033	Variation entre la période de référence et 2033	2014-23	2024-33
Hypothèses macroéconomiques						
Population (000)	1 571 213	1 632 941	1 608 552	-1.49	0.29	-0.16
PIB par habitant[1] (kUSD)	10.03	14.02	19.20	36.98	3.22	2.77
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole[3]	818.3	889.6	941.1	5.79	0.47	0.58
Valeur nette de la production végétale[3]	415.1	446.9	461.9	3.37	0.59	0.42
Valeur nette de la production animale[3]	232.3	242.9	254.3	4.69	-0.05	0.31
Valeur nette de la production halieutique et aquacole[3]	170.8	199.8	224.8	12.53	0.82	1.23
Quantité produite (kt)						
Céréales	554 321	637 787	668 797	4.86	0.91	0.56
Légumineuses	7 384	9 156	10 194	11.34	3.08	0.75
Racines et tubercules	40 843	54 000	57 548	6.57	3.24	0.26
Oléagineux[4]	44 402	63 507	69 553	9.52	4.77	0.64
Viande	92 111	104 731	112 102	7.04	0.85	0.44
Produits laitiers[5]	9 195	10 551	11 482	8.83	1.36	0.62
Produits halieutiques et aquacoles	60 758	71 734	80 778	12.61	0.97	1.23
Sucre	17 622	14 318	15 597	8.93	-0.99	0.97
Huile végétale	22 832	31 570	35 903	13.73	2.18	0.79
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	1 462	3 268	3 452	5.63	9.90	-1.03
Éthanol	9 198	10 756	11 937	10.99	0.68	0.98
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	931 796	906 817	900 103	-0.74	0.01	-0.07
Superficie totale affectée à la production végétale[6]	159 845	160 118	163 380	2.04	0.03	0.18
Superficie totale des pâturages[7]	771 952	746 698	736 723	-1.34	0.00	-0.12
Émissions de GES (Mt éq. CO2)						
Total	961	834	853	2.31	-1.55	0.26
Imputables à la production végétale	458	355	374	5.28	-2.77	0.50
Imputables à la production animale	487	464	464	-0.05	-0.53	0.06
Demande et sécurité alimentaire						
Consommation quotidienne de calories alimentaires par habitant[8] (kcal)	2 909	3 151	3 296	4.59	0.79	0.28
Consommation quotidienne de protéines alimentaires par habitant[8] (g)	105.0	118.8	127.5	7.35	1.38	0.46
Consommation alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base[9]	156.2	162.0	162.9	0.52	0.58	0.01
Viande	40.6	45.8	49.0	7.04	1.73	0.54
Produits laitiers[5]	4.4	5.2	5.6	8.99	2.85	0.83
Produits halieutiques et aquacoles	37.0	43.2	48.2	11.48	1.37	1.20
Sucre	11.5	11.5	12.9	12.32	-0.06	1.14
Huile végétale	20.5	24.3	26.1	7.24	1.35	0.32
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets[3]	- 68	- 129	- 140	8.61		
Valeur des exportations[3]	112	122	138	12.84	0.16	1.33
Valeur des importations[3]	180	251	278	10.66	2.71	0.82
Taux d'autosuffisance alimentaire (base calorique)[10]	86	82	81	-0.77	-0.36	0.03

Notes : 1. En USD constant de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir glossaire). 3. Valeurs calculées selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. En équivalent extrait sec. 6. La superficie tient compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Terres disponibles pour le pacage. 8. Quantité d'aliments disponibles, et non la quantité absorbée. 9. Céréales, oléagineux, légumineuses, racines et tubercules. 10. Production / (production + importations - exportations)*100.
Source : FAO (2024). Bases de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, https://www.fao.org/faostat/fr/#data ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Notes

[1] Australie, Chine, Corée, Japon et Nouvelle-Zélande.